

*Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Chemin de la carrière
66220 Lesquerde

Réf : 2026-048-PR
Code AIOT : 0006601423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans la carrière souterraine exploitée par la société LAFARGE Granulats implantée Camp d'En Carri sur la commune de Lesquerde. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées, qui prévoit une visite annuelle de cette carrière classée prioritaire.

Le thème choisi est la vérification du respect du phasage et du plan de remise en état de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- CHE DE LA CARRIERE 66220 Lesquerde
- Code AIOT : 0006601423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historique industriel

L'exploitation de cette carrière souterraine de gypse débute de manière artisanale aux alentours de

1925. À l'origine, le gypse extrait était destiné à la fabrication de plâtre. Aujourd'hui, il est principalement utilisé dans la production de ciment, où il joue un rôle essentiel de régulateur de prise.

La production actuelle est majoritairement acheminée vers les cimenteries Lafarge de Port-la-Nouvelle (Aude) et de Martres-Tolosane (Haute-Garonne).

Au début des années 1990, l'exploitation a fait l'objet d'une refonte complète, fondée sur des études géotechniques approfondies. Le mode d'exploitation retenu est celui des « chambres et piliers abandonnés en étages superposés ». Cette méthode permet d'assurer la stabilité à la fois des nouvelles zones d'extraction et des anciennes galeries caractérisées par une géométrie irrégulière.

Le gisement de gypse, orienté Est-Ouest, est exploité par niveaux successifs espacés de 10 mètres, avec un objectif de dix étages au total.

L'exploitation souterraine est organisée en deux secteurs distincts, séparés par la route départementale RD 19, mais reliés entre eux par des ouvrages anciens antérieurs à 1991. Ces deux ensembles sont communément désignés comme le quartier nord et le quartier sud.

Historique administratif

La carrière a été initialement autorisée par arrêté préfectoral du 27 mai 1974, puis renouvelée une première fois le 15 juin 1992 pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 15 juin 2022.

Un changement d'exploitant est intervenu le 19 novembre 2010, actant le passage de M. Serge Bournet à la société Bournet Serge & Fille.

L'autorisation d'exploiter la carrière souterraine de gypse de Lesquerde a ensuite été renouvelée par anticipation et étendue par arrêté préfectoral n°030-0001 du 30 janvier 2018, qui constitue aujourd'hui l'acte administratif de référence. Cette autorisation porte sur :

- une superficie de 17,5 hectares,
- une production maximale de 100 000 tonnes par an,
- une durée de 30 ans (jusqu'au 30 janvier 2048).

La production annuelle moyenne s'établit autour de 40 000 - 50 000 tonnes.

Cet arrêté a été complété et modifié à plusieurs reprises :

- **24 mai 2022** : mise à jour du montant des garanties financières et ajout de prescriptions interdisant l'accès à une portion de galerie du niveau 290 (quartier sud) ;
- **23 mai 2023** : modification de la dénomination sociale (Bournet Serge & Fille devient Bournet Gypse), à la suite du rachat de la carrière en septembre 2022 par le groupe Lafarge, ainsi que modification de l'emplacement de la plateforme engins ;
- **2 septembre 2025** : changement d'exploitant, avec le passage de Bournet Gypse à Lafarge Granulats

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bilan Annuel	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.2	Demande d'action corrective	4 mois
3	Registres et plans des carrière à ciel ouvert	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.1.1	Demande d'action corrective	4 mois
5	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.2	Demande d'action corrective	4 mois
6	Zones de protection	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.6	Demande d'action corrective	4 mois
8	Remblayage des	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	anciens travaux	30/01/2018, article 8.1.9.2		
9	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.2	Demande d'action corrective	4 mois
10	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.6	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Audit ICPE	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.3
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.2
7	Signalement des dangers	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.7
11	Suivi des Chiroptères	Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats issus des fiches de contrôle mettent en évidence une exploitation globalement conforme aux prescriptions réglementaires, sans identification d'écart critique immédiat.

Néanmoins, plusieurs non-conformités ou insuffisances ont été relevées, principalement liées à des défauts de formalisation documentaire, à des compléments attendus dans les rapports réglementaires et à certains ajustements techniques ou organisationnels.

Des améliorations sont notamment requises concernant le contenu du bilan annuel, afin de garantir une présentation exhaustive, structurée et conforme aux exigences applicables (suivis environnementaux, déchets, vibrations, eaux, biodiversité).

Par ailleurs, des mises à jour et compléments sont attendus sur les documents opérationnels (plans, phasage d'exploitation, suivi du remblayage), afin d'assurer leur cohérence avec l'état réel de l'exploitation. Certains dispositifs de suivi apparaissent satisfaisants dans leur principe (rejets aqueux, contrôles d'accès, signalisation, suivi faunistique), mais nécessitent des précisions méthodologiques ou des compléments d'information.

Il est également demandé à l'exploitant de poursuivre et de formaliser le suivi des actions correctives issues de l'audit de conformité. L'ensemble de ces constats donne lieu majoritairement à des demandes d'actions correctives assorties de délais, s'inscrivant dans une démarche d'amélioration continue de la conformité réglementaire, de la sécurité et de la gestion environnementale du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.3
Thème(s) : Autre, Audit ICPE
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés au minimum 5 ans et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Le premier audit devra être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant choisi en accord avec l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté. Le résultat de cet audit sera transmis au Préfet avec la notification de début d'exploitation prévue à l'article 8.1.4 avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : L'exploitant présente le dernier audit de conformité réglementaire réalisé par le bureau d'études NGEC (rapport n°25C027 version 1 du 01/12/2025). Le rapport comprend un tableau de synthèse des écarts constatés précisant les échéances programmées pour les mises en conformité, qui s'étalent principalement sur 2026. Les écarts identifiés relèvent majoritairement : <ul style="list-style-type: none">• de manques de formalisation et de suivi documentaire,• de non-respect de certaines périodicités de contrôle,• et de points techniques à améliorer sur les installations. L'audit ne fait pas ressortir d'écart critique immédiat, mais un ensemble d'actions nécessaires pour : <ul style="list-style-type: none">• garantir la conformité réglementaire,• renforcer la sécurité,• et améliorer la gestion environnementale du site. Observation formulée à la suite du constat : L'exploitant doit suivre le plan de mise en conformité afin de justifier la levée des écarts ; l'inspection propose d'inclure le tableau de synthèse des écarts mis à jour dans le prochain bilan annuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bilan Annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.2
Thème(s) : Autre, Bilan Annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">▪ une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la

valeur limite applicable ;

- un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ;
- un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;
- tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;
- la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;
- le plan d'exploitation et de remise en état.

Constats :

L'exploitant présente le rapport d'activité qui comprend les chapitres suivants :

- Progression de la carrière en 2025
- Bilan d'activité :
 - État d'avancement
 - Remise en état - Intégration paysagère
- Suivis environnementaux
 - Vibrations
 - Eaux
 - Bruits
 - Biodiversité / Suivi écologique
 - Gestion des déchets
- Accidents du travail
- Contrôle des accès
- Remise en état du réseau basse tension

Les plans d'exploitation des niveaux exploités en cours d'année sont présentés en annexe.

Demande formulée à la suite du constat :

Comme indiqué dans le rapport d'audit de conformité (cf point de contrôle n°1) l'exploitant doit :

- intégrer, dans le Bilan Environnement Annuel, un tableau de suivi comportant les mentions prévues à l'article 9.2.3 « autosurveillance des déchets » et correspondant en particulier au registre de suivi des déchets ;
- amender les éléments concernant les résultats des études de vibration dans l'environnement (article 9.2.5 « autosurveillance des niveaux de vibration ») : inclure un tableau des résultats, une interprétation en fonction du niveau d'exploitation, de la distance par rapport à la Rue de la Chapelle et de l'habitation de la parcelle AB63.

Par ailleurs le Bilan Environnement Annuel doit également :

- intégrer dans le § stabilité, un sous paragraphe rappelant les préconisations du dernier rapport de GEOLITHE (25-0697 du 13/10/2025) confirmant la prise en compte des recommandations et leur suivi et l'intégration plus régulière des mesures de convergence ;
- être complété avec les éléments demandés au point de contrôle n°9 ci-après concernant la surveillance des rejets aqueux ;
- préciser les réserves restantes par niveau (§ 1.2 « État d'avancement ») ;
- préciser l'état d'avancement du remblayage au regard du prévisionnel lié au calcul de la garantie financière (cf demande point de contrôle n°8) ;
- intégrer au § 3.5.2 « suivi des chiroptères » un tableau permettant de suivre l'évolution des individus observés par période année après année.

L'inspection souhaite que le bilan pour l'année 2025 qui vient d'être transmis à l'inspection soit complété avec ces éléments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.3.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de l'ensemble des travaux, à l'échelle du 1/1000e est établi pour chaque niveau. Ce plan indique les cotes des points principaux ainsi que les parties abandonnées des travaux.</p> <p>Ce plan d'ensemble est mis à jour au moins une fois tous les six mois. Un plan de surface et un registre d'avancement des travaux sont également établis et tenus à jour par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le registre d'avancement des travaux mis à jour à février 2026.</p> <p>Ce registre comprend une fiche par niveau précisant les dates des mises à jour successives des plans (pour les niveaux 250, 260, 270, 276, 280, 286, 290, 296, 304, 306, 316, 326, 336).</p> <p>Sur 2025 la mise à jour a porté sur les niveaux 260, 270, 306.</p> <p>L'exploitant précise que les plans sont mis à jour en fonction de l'état d'avancement des travaux et que le géomètre intervient en général 3-4 fois par an. Pour 2025 le géomètre est intervenu le 30/01/2025, le 12/06/2025 et le 06/11/2025.</p> <p>L'exploitant présente également le plan de surface sur lequel sont reportés les différents éléments caractéristiques de la carrières (accès, orifices débouchant au jour, ...)</p> <p>Demande formulée à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Comme indiqué dans le rapport d'audit de conformité (cf point de contrôle n°1) le plan de surface doit être complété avec : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les locaux modulaires mis en place à l'entrée Nord ; ◦ les barrières et clôtures mis en place vers l'entrée Sud ; ◦ l'ouvrage de sortie d'air depuis la zone de concassage ; ◦ le positionnement du nouveau transformateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des bornes fixes et invariables, nivelées par référence au nivellement général français (NGF) et permettant le repérage des travaux souterrains sont placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces travaux. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des</p>

travaux d'exploitation et de remise en état.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan sur lequel sont repérées les 4 bornes de nivellement permettant de caler les plans souterrains et suivre les tassements de la carrières.</p> <p>Il précise que la borne (B1) positionnée en dehors de la zone d'exploitation est utilisée par le géomètre pour trianguler les plans des niveaux.</p> <p>La borne de géoréférencement B1 a été visualisée au cours de la visite de terrain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d’exploitation

Prescription contrôlée :

L’exploitation s’effectuera en travaillant sur plusieurs niveaux à la fois, que ce soit au sein du Quartier Nord ou au sein du Quartier Sud suivant le phasage prévisionnel indicatif repris au tableau ci-dessous :

Quartier Niveau		2017 2021	2022 2026	2027 2031	2032 2036	2037 2041	2042 2046	Total extrait
Nord	316	100000 t	50000 t					150000 t
	306	50000 t	60000 t	40000 t				150000 t
	296	10000 t	50000 t	80000 t	50000 t			190000 t
	286			40000 t	70000 t	40000 t		150000 t
	276				40000 t	70000 t	30000 t	140000 t
	266					40000 t	60000 t	100000 t
	256					10000 t	60000 t	70000 t
	246						10000 t	10000 t
		160000 t	160000 t	160000 t	160000 t	160000 t	160000 t	960000 t
Sud	300	30000 t						30000 t
	290	20000 t	20000 t	20000 t	20000 t			80000 t
	280	10000 t	30000 t	20000 t	20000 t	20000 t		100000 t
	270	25000 t	30000 t	35000 t	30000 t	20000 t	10000 t	150000 t
	260	5000 t	10000 t	15000 t	20000 t	30000 t	30000 t	110000 t
	250					20000 t	50000 t	70000 t
		90000 t	90000 t	90000 t	90000 t	90000 t	90000 t	540000 t
Ensemble		250000 t	250000 t	250000 t	250000 t	250000 t	250000 t	1500000 t

Pendant la première phase quinquennale, les galeries ouvertes au niveau 260 ne seront pas situées au droit de l’extension (secteur où s’étendent les galeries résiduelles du niveau 300). En dehors du cas particulier du paragraphe précédent, dans chaque quartier un maximum de 4 niveaux sera exploité en même temps

Constats :

L'exploitation de la carrière se situe sur la phase 2022-2026 qui prévoyait l'exploitation des niveaux 316, 306, 296 au nord et 290, 280, 270, 260 au sud.

Le bilan d'activité fait ressortir les niveaux exploités sur l'année 2025 suivants :

- Quartier Sud : 260, 270, 280 ;
- Quartier Nord : 306.

Le bilan comprend également un tableau précisant les tonnages extraits par niveau (par année et au total).

L'exploitant présente un document analysant l'état d'avancement du phasage qui fait ressortir la situation suivante :

- 316 : niveau terminé, plus d'exploitation possible pour des raisons de qualité de gisement :
- 50000 t par rapport au prévisionnel ;
- 306 : exploitation classique en phase avec les volumes (niveau en fin de vie) ;
- 296 : très peu de volume exploité, en attente de la mise en place d'un d'aérage mécanique sur ce niveau (- 44000 t par rapport au prévisionnel) ;
- 290 : niveau non exploité dans l'attente de la mise en place d'un d'aérage mécanique sur ce niveau (- 20000 t par rapport au prévisionnel) ;
- 280 : exploitation classique en phase avec les volumes, mais qualité en baisse + niveau presque fini (-14000 t par rapport au prévisionnel) ;
- 270 : gisement de bonne qualité pour les cimentiers exploité en compensation des niveaux 296 et 290 (+ 70000 t par rapport au prévisionnel) ;
- 260 : démarrage du niveau, raccord avec l'AP mais prévision d'une exploitation plus rapide que prévue au phasage prévisionnel.

Cette analyse et la comparaison des volumes exploités par niveau montre des écarts sur plusieurs niveaux.

A noter que le phasage prévisionnel indicatif n'a pas d'incidence sur le calcul de la garantie financière.

Demande formulée à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour le prévisionnel d'exploitation des différents niveaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Zones de protection

Prescription contrôlée :

La partie exploitée du gisement doit respecter les distances de sécurité ci-après :

- 15 m toutes directions entre les anciens travaux (antérieurs à 1991) et les nouveaux travaux ;
- 4 m entre 2 niveaux pour les nouveaux travaux ;
- 20 m horizontal de part et d'autre du RD 19 ;
- 10 m horizontal entre le contact Marnes-Gypse et l'exploitation ;
- 8 m d'épaisseur de gypse laissée entre le niveau supérieur et les terrains de recouvrement ;

<ul style="list-style-type: none"> • 35 m horizontalement entre la frange urbaine et les nouvelles galeries.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présent les plans d'exploitation par niveau sur lesquels sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le stot de protection vis à vis de la frange urbaine, ➤ le stot de protection vis à vis de la route, ➤ la zone de contrôle renforcée des vibrations, ➤ la protection vis à vis des anciens travaux, ➤ la limite d'exploitation et de propriétés ➤ le projet prévisionnel d'exploitation ➤ l'état d'avancement des travaux. <p>L'inspection note que le stot par rapport à la zone de contact marnes gypse n'est pas positionné.</p> <p>L'exploitant précise que le géotechnicien Jacques FINE a effectivement pris en compte la zone de contact théorique marnes Gypse, située principalement au nord de la carrière pour caler les plans d'exploitation de la carrière et proposé de respecter un stot de protection de 8 m par rapport à cette limite pour éviter les zones de gypse altéré ou des poches de dissolution qui pourraient provoquer des infiltrations d'eau notables (rapport SB/0203 du 26/11/2002).</p> <p><i>Demande formulée à la suite du constat :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La limite du contact théorique marnes gypses au nord et le stots de protection de 8 m par rapport à cette limite doivent être reportés sur les plans des niveaux. ➤ Les contacts ponctuels de poches de marnes rencontrés au cours de l'exploitation doivent être mentionnés sur les plans et prises en compte pour caler les percements des galeries suivantes.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 7 : Signalement des dangers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Signalement des dangers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part à proximité des ouvertures débouchant au jour. Des panneaux de signalement à l'attention des chauffeurs et des usagers du GRP « Tour du Fenouillèdes » sont également mis en place à l'approche du croisement entre le GRP et la piste d'accès notamment, afin de renforcer la sécurité des usagers du GRP.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente l'inventaire des panneaux implantés sur le périmètre de la carrière qui comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 31 panneaux « propriété privé / défense d'entrée » ; ➤ 3 panneaux « danger sortie camions » ; ➤ 2 panneaux « danger » pour les randonneurs ». <p>L'exploitant présente également le registre de surveillance mensuelle des clôtures et des</p>

panneaux.
La présence des panneaux a été vérifiée par sondage lors de la visite de terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Remblayage des anciens travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 8.1.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage des anciens travaux
Prescription contrôlée : Les remblayages sont régulièrement menés dans le cadre de l'exploitation avec les stériles d'exploitation ; conformément au phasage de réaménagement l'ensemble des secteurs ne pénalisant pas le déroulement de l'exploitation sont réalisés pendant la première phase quinquennale. Ces secteurs sont présentés sur le plan en annexe 3.
Constats : L'exploitant présente le plan des zones à remblayer ainsi que le registre « garanties financières 2025 » sur lequel sont reportés les opérations de remblayage. Le bilan annuel d'activité précise au § 2 que le volume total mis en remblaiement en 2025 est de 270 m ³ (405 tonnes) et que les travaux ont été réalisés en interne. Demande formulée à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Comme indiqué dans le rapport d'audit de conformité (cf point de contrôle n°1) les deux bouts de galeries correspondant au point 6 de la carte des zones de remblayage (en direction de la Rue de la Chapelle) doivent figurer sur le plan des zones à remblayer afin de ne pas les oublier. ➤ Le remblayage des zones prévues au plan d'exploitation et de réaménagement étant un critère important pour le calcul de la garantie financière, l'exploitant doit préciser l'état d'avancement du remblayage au regard du prévisionnel dans le bilan d'exploitation. Une partie du remblayage est en effet prévue d'être finalisé sur la phase en cours (31/01/2023 → 30/01/2028) ➤ L'inspection propose de marquer sur les parois et piliers des zones à remblayer les niveaux à atteindre afin de pouvoir plus facilement visualiser l'état d'avancement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.5 est effectuée tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux

<p>prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Les résultats des contrôles sont reportés dans le bilan environnement annuel.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente le dernier rapport de la société Géoenvironnement concernant le prélèvement et l'analyse des eaux de rejet, daté du 02/03/2026 (prélèvement du 28/01/2026). Les eaux d'exhaure ressortent au niveau de l'entrée sud de la carrière. Les résultats sont conformes pour l'ensemble des paramètres analysés (pH, température, conductivité, couleur, MEST ; DCO, indice hydrocarbures C10-C40 et C5-C10). L'inspection note que le rapport ne précise pas les conditions d'écoulement du rejet au moment du prélèvement ni le type de prélèvement effectué (continu sur 1/2 heure ou 2 prélèvements ponctuels espacés d'une demi-heure).</p> <p>A noter que suite aux pluies du 1^{er} trimestre 2026 il y a eu d'importantes infiltrations dans les niveaux souterrains qui sont en cours d'évacuation par pompage.</p> <p><i>Demande formulée à la suite du constat :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le rapport présentant les résultats de l'analyse des eaux d'exhaure doit préciser les conditions d'écoulement du rejet au moment du prélèvement et justifier le mode de prélèvement effectué (continu sur 1/2 heure ou 2 prélèvements ponctuels espacés d'une demi-heure). ➤ Le § 3.2 « Eaux » du rapport annuel doit préciser la date de la mesure, le laboratoire qui a réalisé les analyses et l'historique des résultats (analyses prévues tous les 3 ans).
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 10 : Contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès</p>
<p>Prescription contrôlée : Un suivi au minimum mensuel est mis en place pour contrôler le bon état des grilles de protection des orifices débouchant au jour. Les résultats du contrôle est reporté sur un registre tenu à disposition du service d'inspection.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente le registre du contrôle périodique des ouvertures. Ce registre inventorie les ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ quartier nord : clôture autour du percement au jour, rideau métallique, grille ; ➤ quartier sud : rideau métallique, sortie de secours Abram, grille 290, grille ventilateur, barrière 1 et barrière 2, grille eaux d'exhaure (ravin de la gleyse). <p>Ce registre confirme la périodicité mensuelle des contrôles.</p> <p>L'exploitant précise que la grille métallique nord a été endommagée lors de la tempête de mars 2026, la nouvelle grille est commandée.</p>

Demande formulée à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Comme indiqué dans le rapport d'audit de conformité (cf point de contrôle n°1) le puits de passage de la colonne d'extraction d'air de la zone de concassage est à rajouter dans les points à contrôler mensuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Suivi des Chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2018, article 9.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des Chiroptères
Prescription contrôlée : Un suivi est mis en place pour contrôler l'évolution des effectifs des chiroptères, leur positionnement et la fréquentation de la carrière souterraine comprenant au minimum : <ul style="list-style-type: none"> • des enregistrements nocturnes (1 nuit en Juin et 1 nuit en Août-Septembre) ; • un examen des galeries de jour : Juin (Estive) - Août/Septembre (Transit, Migration) - Janvier (Hibernation) ; • la mesure en continu de la température et de l'hygrométrie de l'intérieur du réseau souterrain à l'aide de capteurs positionnés en divers emplacements stratégiques du réseau. Les résultats du suivi des chiroptères sont reportés dans le bilan environnement annuel avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : L'exploitant confirme que le suivi des Chiroptères a été réalisé durant l'année 2025 par le prestataire « SYMBIOSE expertise faunistique ». Ce rapport fait ressortir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'absence totale d'individus en été (0 individus en 2023, 2024 et 2025) confirme que le site est trop froid pour la reproduction. ➤ On note une chute du nombre d'individus en transit automnal (15 en 2024 contre seulement 7 en 2025). Bien que des traces de passage (guano) suggèrent une fréquentation plus importante. ➤ L'ancienne galerie d'Abram (Niv. 304-308) confirme son rôle de gîte principal notamment pour l'hibernation des rhinolophes avec 7 individus (majoritairement des Grands Rhinolophes). ➤ Le Niveau 326, plus proche des zones d'activité, accueille une part de l'effectif (4 individus), avec notamment des Oreillards sp. <p>Le site de la carrière de gypse de Lesquerde maintient son attractivité pour les chauves-souris en transit et en hibernation.</p> <p>Le rapport recommande de poursuivre les mesures abiotiques de T° et %RH et le suivi des populations en période hivernales et sur deux autres périodes du cycle biologique.</p> <p>Pour 2026, il est proposé le calendrier de suivi des Chiroptères suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - période de transit printanier (non couvert en 2025) : avril 2026 - période de transit automnal : octobre 2026 - période d'hibernation : janvier 2027
Type de suites proposées : Sans suite